

Évolutions bancaires et monétaires en Polynésie française au 31 décembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fond Monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+ 12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires* ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

L'activité bancaire, légèrement mieux orientée au quatrième trimestre, reste toutefois mitigée, alors que l'économie polynésienne n'a toujours pas amorcé de rebond. La production de crédit reprend légèrement, sous l'impulsion des crédits accordés aux ménages et de quelques investissements d'envergure opérés par les entreprises. En revanche, la collecte de dépôts se contracte de nouveau.

Légère reprise de l'encours des crédits

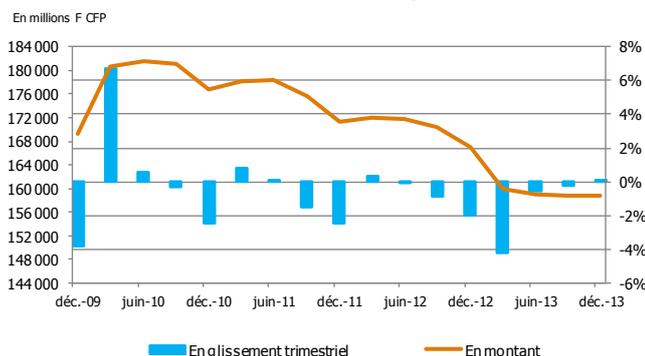
L'encours sain des crédits octroyés par les banques locales affiche une reprise de 0,9 % sur trois mois à fin décembre 2013, après un troisième trimestre relativement stable (+0,1 % à fin septembre 2013), engendré notamment par la croissance des crédits aux ménages (+1 %). Son évolution en glissement annuel s'améliore, mais reste négative (-0,4 %, après -1,2 % au trimestre précédent).

Stabilisation des crédits aux entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises se stabilise (+0,1 % sur trois mois), après six trimestres consécutifs de baisse. La hausse des crédits d'investissement (+8,3 %) permet de compenser le recul des autres catégories de crédits et notamment des crédits d'exploitation (-2,4 %).

La dynamique des crédits d'investissement résulte de l'octroi de prêts significatifs en faveur de grandes entreprises locales. Néanmoins, dans l'ensemble, les intentions d'investir à un an des chefs d'entreprise restent légèrement défavorables, l'indicateur du climat des affaires se repliant de manière modérée à fin 2013. Sur un an, l'encours global reste en repli de 4,9 %, à 158,9 milliards de F CFP.

Évolution des crédits aux entreprises



Progression des crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages observe une croissance continue depuis trois trimestres (+1 % à fin décembre 2013, après +0,8 % et +0,1 % précédemment ; +1 % en glissement annuel).

Bénéficiant de taux favorables, les crédits à l'habitat, qui représentent 62 % de l'encours global des ménages, poursuivent l'évolution à la hausse engagée depuis plusieurs trimestres (+1 % à fin décembre 2013 sur trois mois).

L'encours des crédits à la consommation s'améliore légèrement sur le trimestre (+0,4 %), en phase avec la bonne tenue de la consommation des ménages en fin d'année. Toutefois, il demeure en repli sur un an (-1,9 %).

Rebond des crédits aux collectivités locales

Après un troisième trimestre en recul (-5,7 % à fin septembre 2013), l'encours sain des crédits aux collectivités locales augmente de 1,7 % à fin décembre 2013. Il atteint 12,3 milliards de F CFP, en hausse de +27 % sur un an. Les crédits consentis sont destinés essentiellement à financer les investissements des collectivités locales.

La sinistralité reste stable à un niveau élevé

La qualité du portefeuille de créances des banques de la place se maintient au dernier trimestre 2013. L'encours des créances douteuses brutes se stabilise (+0,1 % à fin décembre sur le trimestre) à 60,7 milliards de F CFP. En glissement annuel, il augmente de 4,6 %.

Le taux de créances douteuses brutes reste inchangé à 12,6 %. Pour sa part, le taux de provisionnement augmente à nouveau (+2,2 points sur le trimestre ; +5,7 points sur l'année) pour s'établir à 59,1 %.

Baisse continue des dépôts locaux

Les actifs financiers collectés par le système bancaire local sont en repli pour le second trimestre consécutif (-1,3 % à fin décembre après -1,5 % précédemment). L'encours s'établit à 394,3 milliards de F CFP, en baisse de 1,4 % en glissement annuel.

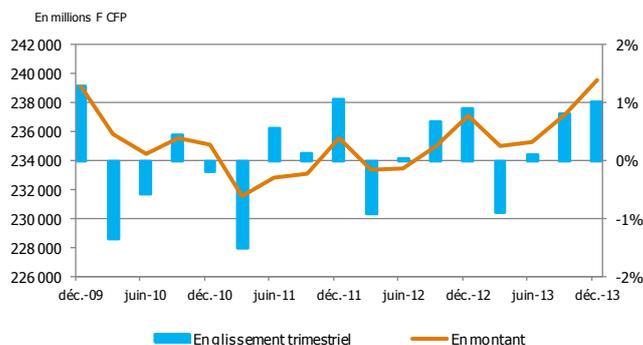
La décollecte sensible des dépôts à terme se poursuit sur le trimestre (-3,7 % après -4,1 % à fin septembre 2013). Elle est perceptible pour les entreprises (-9,8 %) et pour les autres agents (-12,6 %), alors que les ménages voient leurs dépôts à terme progresser de 1,3 %.

Stables depuis le début de l'année, les dépôts à vue se contractent en revanche de 1,7 % au dernier trimestre 2013. Cette évolution est compensée partiellement par l'augmentation des comptes sur livret (+1,8 %).

Progression des autres placements auprès du système bancaire local

Les autres placements proposés à la clientèle polynésienne par les banques locales (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations, etc.), non transformables pour leur activité de financement, poursuivent leur progression sur le trimestre (+1,5 %), dynamisés par les contrats d'assurance-vie (+1,6 %), qui constituent le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, et dans une moindre mesure par les actions (+7,9 %).

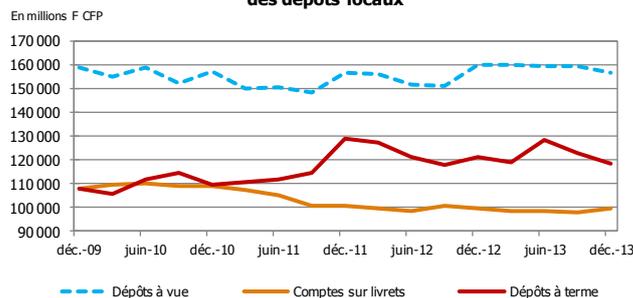
Évolution des crédits aux ménages



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Évolution des principales composantes des dépôts locaux



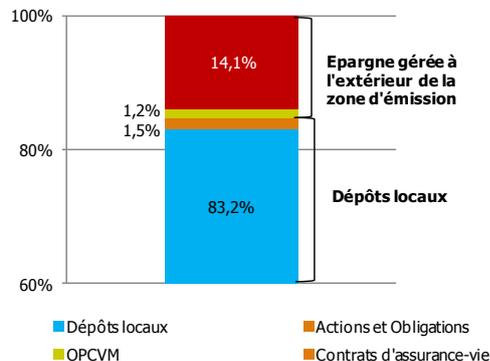
Au total, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques recule de nouveau (-0,9 % sur le trimestre, - 0,6 % sur l'année) pour s'établir à 474 milliards de F CFP.

Après un repli temporaire au deuxième trimestre 2013, les placements des ménages augmentent en fin d'année (+1,5 % sur trois mois, +3,1 % sur l'année). Sur le trimestre, la hausse est perceptible pour toutes les catégories de dépôts. Sur l'année, la progression concerne essentiellement les dépôts à terme (+9,3 %), les contrats d'assurance-vie (+3,8 %) et les plans d'épargne logement (+6,9 %).

Les actifs des sociétés non financières continuent de décroître (-5,1 % sur le trimestre après -4,5 % à fin septembre 2013). Ce repli affecte les dépôts à vue (-2,5 %) et à terme (-9,8 %), l'épargne à long terme demeurant bien orientée (+1,2 %).

Enfin, les actifs financiers des autres agents diminuent de 10,4 % au dernier trimestre, sous l'impulsion des dépôts à vue (-10,5 %) et à terme (-12,6 %). L'amplitude de la baisse est plus importante sur l'année (-22,7 %).

Répartition des dépôts



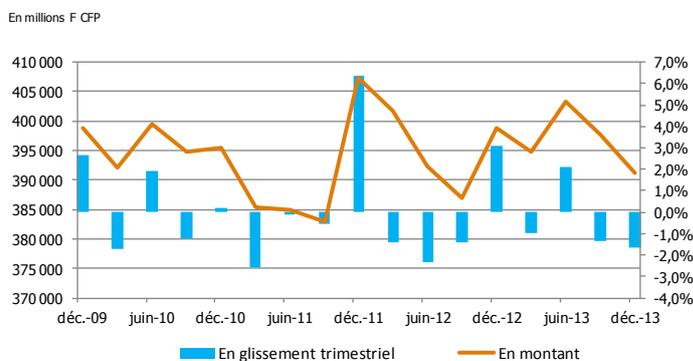
Dégradation du solde emplois - ressources des banques

Nouveau recul de la masse monétaire

La masse monétaire M3 se replie à nouveau en fin d'année (-1,7 % sur trois mois après, -1,4 % au trimestre précédent). Cette évolution s'explique par l'effet conjugué de la baisse des dépôts à terme (-3,7 %), des dépôts à vue (-1,7 %) et de la circulation fiduciaire (-6,7 %, en lien avec l'annonce d'une nouvelle gamme de billets). Seuls les comptes sur livret évoluent favorablement (+1,8 %).

Sur un an, la masse monétaire M3 se contracte de 1,9 %, pour s'élever à 391 milliards de F CFP à fin décembre 2013.

Évolution de la masse monétaire



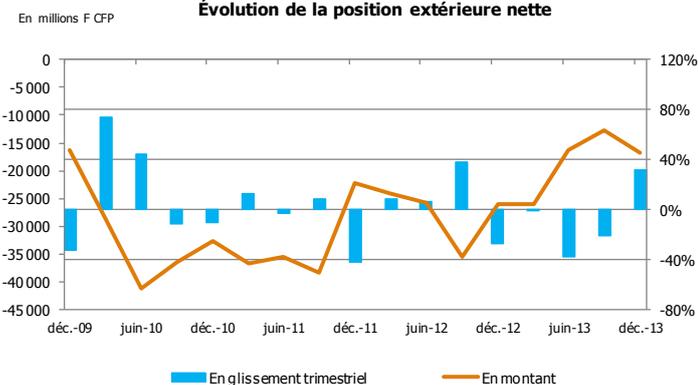
Repli de la position extérieure nette

À fin décembre 2013, les ressources des établissements de crédit locaux atteignent 497 milliards de F CFP, en progression de +0,5 % sur le trimestre (-1,6 % sur l'année). Essentiellement issues des dépôts collectés sur la place (77 % du total), elles sont complétées par les ressources propres des banques.

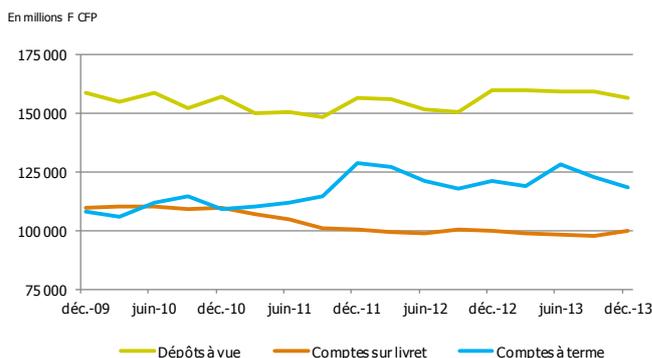
La hausse des crédits bruts sur le trimestre (+0,8 %) et la contraction des dépôts collectés (-2 %) conduisent à une dégradation de 11,6 milliards de F CFP du solde emplois-ressources clientèle des banques locales, en déficit de 102 milliards de F CFP à fin décembre.

De la même façon, la position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement déficitaire, se dégrade sur le trimestre : elle s'élève à -16,8 milliards de F CFP à fin décembre 2013, après -12,7 milliards de F CFP à fin septembre 2013 et -26 milliards de F CFP un an plus tôt.

Évolution de la position extérieure nette



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Parallèlement aux crédits à l'économie distribués par le système bancaire local, les agents économiques recourent également à des financements auprès d'établissements situés hors du territoire.

À fin décembre 2013, l'encours brut global des crédits aux agents économiques locaux atteint 604 milliards de F CFP, en retrait de 0,1 % sur le trimestre, et de 1,2 % sur un an.

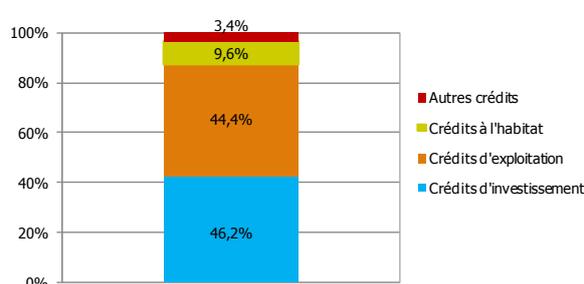
L'encours des crédits aux entreprises se stabilise au quatrième trimestre (-0,2 %), mais reste en net retrait en glissement annuel (-6,6 %). Les crédits aux ménages s'inscrivent en revanche en hausse, tant sur le trimestre (+0,9 %) que sur un an (+1,0 %). L'encours des collectivités locales se replie de 3,4 % ce trimestre (-1,9 % sur un an), pour se situer à 91 milliards à fin décembre 2013.

La part de marché des établissements de crédit non installés localement représente 20 % des crédits accordés. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 87 % de leurs crédits, tandis qu'ils interviennent à hauteur de 13 % pour les ménages (essentiellement sur le crédit à l'habitat), et de 4 % pour les entreprises.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	14 192	14 781	15 359	15 527	14 876	14 771	15 427	14 399	-6,7%	-7,3%
<i>Billets</i>	<i>12 179</i>	<i>12 731</i>	<i>13 267</i>	<i>13 378</i>	<i>12 736</i>	<i>12 618</i>	<i>13 257</i>	<i>12 193</i>	-8,0%	-8,9%
<i>Pièces</i>	<i>2 013</i>	<i>2 050</i>	<i>2 092</i>	<i>2 149</i>	<i>2 140</i>	<i>2 153</i>	<i>2 171</i>	<i>2 206</i>	1,6%	2,6%
Dépôts à vue	159 031	157 218	156 507	159 874	159 737	159 537	159 245	156 490	-1,7%	-2,1%
TOTAL M1	173 222	171 998	171 866	175 401	174 613	174 308	174 673	170 889	-2,2%	-2,6%
M2-M1	109 949	109 943	100 998	100 114	99 158	98 764	98 460	100 255	1,8%	0,1%
Comptes sur livrets	109 728	109 713	100 684	99 758	98 761	98 341	98 042	99 845	1,8%	0,1%
Comptes épargne logement	221	230	314	357	397	423	418	410	-1,9%	14,9%
TOTAL M2	283 171	281 941	272 864	275 516	273 771	273 072	273 132	271 144	-0,7%	-1,6%
M3-M2	115 747	113 531	134 571	123 244	121 099	130 181	124 638	119 961	-3,8%	-2,7%
Dépôts à terme	108 024	109 472	129 117	121 170	119 028	128 194	122 898	118 304	-3,7%	-2,4%
Bons de caisse	6 091	4 058	2 254	2 073	2 071	1 988	1 739	1 656	-4,8%	-20,1%
TOTAL M3	398 918	395 472	407 435	398 759	394 870	403 253	397 770	391 105	-1,7%	-1,9%
P1	12 570	13 860	15 195	16 450	16 840	17 158	17 291	17 578	1,7%	6,9%
Plans d'épargne logement	12 570	13 860	15 195	16 450	16 840	17 158	17 291	17 578	1,7%	6,9%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	411 488	409 332	422 630	415 209	411 710	420 411	415 061	408 682	-1,5%	-1,6%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	132 224	146 344	127 653	123 282	116 927	116 977	119 191	132 228	10,9%	7,3%
Institut d'émission	35 168	34 815	32 798	46 172	48 271	42 245	45 677	47 080	3,1%	2,0%
Etablissements de crédit	97 056	111 529	94 855	77 109	68 656	74 732	73 514	85 148	15,8%	10,4%
Créances du Trésor public	7 574	4 709	5 366	5 245	5 320	5 137	5 172	5 259	1,7%	0,3%
Concours sur ressources monétaires	259 119	244 419	274 415	270 232	272 622	281 139	273 408	253 565	-7,3%	-6,2%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	464 330	481 336	484 665	482 009	476 298	478 534	479 028	482 798	0,8%	0,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	205 210	236 918	210 250	211 776	203 676	197 395	205 620	229 233	11,5%	8,2%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>38 189</i>	<i>39 033</i>	<i>42 355</i>	<i>44 428</i>	<i>44 217</i>	<i>45 754</i>	<i>45 084</i>	<i>45 987</i>	2,0%	3,5%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>22 175</i>	<i>26 070</i>	<i>28 882</i>	<i>31 185</i>	<i>31 820</i>	<i>33 299</i>	<i>34 482</i>	<i>35 868</i>	4,0%	15,0%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>113 457</i>	<i>144 081</i>	<i>117 117</i>	<i>103 146</i>	<i>94 623</i>	<i>90 940</i>	<i>86 258</i>	<i>101 962</i>	18,2%	-1,1%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>12 570</i>	<i>13 860</i>	<i>15 195</i>	<i>16 450</i>	<i>16 840</i>	<i>17 158</i>	<i>17 291</i>	<i>17 578</i>	1,7%	6,9%
<i>Divers</i>	<i>18 819</i>	<i>13 873</i>	<i>6 701</i>	<i>16 568</i>	<i>16 175</i>	<i>10 245</i>	<i>22 506</i>	<i>27 838</i>	23,7%	68,0%
Total M3	398 918	395 472	407 435	398 759	394 870	403 253	397 770	391 052	-1,7%	-1,9%
Position extérieure nette	-16 401	-32 552	-22 262	-26 037	-25 967	-16 208	-12 744	-16 814	31,9%	-35,4%

Equilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc.-09	déc.-10	déc.-11	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	1 trim	1 an
Emplois	486 749	499 870	504 095	505 048	492 136	495 444	494 601	497 111	0,5%	-1,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	464 330	481 336	484 665	482 009	476 298	478 534	479 028	482 798	0,8%	0,2%
Réserves obligatoires et libres	22 419	18 533	19 430	23 039	15 838	16 910	15 573	14 313	-8,1%	-37,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	486 749	499 870	504 095	505 048	492 136	495 444	494 601	497 111	0,5%	-1,6%
Dépôts collectés (- encaisses)	383 541	383 592	396 019	387 782	385 099	394 471	389 058	381 208	-2,0%	-1,7%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	60 364	65 103	71 237	75 613	76 037	79 053	79 566	81 855	2,9%	8,3%
Excédent des opérations diverses des EC	22 540	15 586	12 171	11 548	2 055	2 232	10 334	13 255	28,3%	14,8%
Réescompte	3 902	3 037	2 406	4 068	2 977	3 481	2 899	3 978	37,2%	-2,2%
Position extérieure nette des EC (si négative)	16 401	32 552	22 262	26 037	25 967	16 208	12 744	16 814	31,9%	-35,4%
Déficit Emplois-Ressources Clientèle	80 789	97 745	88 646	94 226	91 199	84 063	89 970	101 590	12,9%	7,8%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Sociétés non financières	105 485,3	111 142,7	107 996,3	108 044,9	101 295,6	114 435,7	109 264,0	103 686,3	-5,1%	-4,0%
Dépôts à vue	67 449,5	70 223,1	67 371,8	64 120,6	59 885,3	70 560,9	68 204,3	66 522,0	-2,5%	3,7%
Placements liquides ou à court terme	37 527,5	40 362,3	40 272,9	43 385,3	40 867,4	43 371,0	40 503,1	36 601,0	-9,6%	-15,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	37 527,2	40 362,0	40 272,9	43 385,3	40 867,4	43 371,0	40 503,1	36 601,0	-9,6%	-15,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>31 663,0</i>	<i>36 400,2</i>	<i>35 977,2</i>	<i>42 091,6</i>	<i>39 636,4</i>	<i>42 159,0</i>	<i>39 390,6</i>	<i>35 514,8</i>	<i>-9,8%</i>	<i>-15,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>2 301,7</i>	<i>2 116,5</i>	<i>365,2</i>	<i>626,7</i>	<i>553,8</i>	<i>557,3</i>	<i>556,5</i>	<i>545,6</i>	<i>-2,0%</i>	<i>-12,9%</i>
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>1 631,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 200,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s.	n.s.
Epargne à long terme	508,2	557,3	351,7	539,0	542,8	503,8	556,6	563,3	1,2%	4,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>340,6</i>	<i>279,6</i>	<i>163,1</i>	<i>399,0</i>	<i>366,1</i>	<i>339,6</i>	<i>336,4</i>	<i>342,8</i>	<i>1,9%</i>	<i>-14,1%</i>
Ménages	319 061,7	329 315,2	332 492,6	329 591,6	334 236,1	337 453,6	334 873,4	339 796,3	1,5%	3,1%
Dépôts à vue	72 274,3	72 368,2	73 972,2	72 591,0	74 824,4	73 888,2	72 566,5	73 430,5	1,2%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	171 365,8	168 428,9	167 140,1	165 844,2	166 752,8	170 611,3	168 843,1	171 380,2	1,5%	3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	106 442,7	106 660,8	98 591,8	98 070,5	96 992,6	96 620,5	96 331,8	98 070,0	1,8%	0,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>106 222,2</i>	<i>106 431,4</i>	<i>98 277,6</i>	<i>97 713,7</i>	<i>96 595,6</i>	<i>96 197,4</i>	<i>95 913,7</i>	<i>97 660,0</i>	<i>1,8%</i>	<i>-0,1%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>220,5</i>	<i>229,5</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>397,0</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>-1,9%</i>	<i>14,9%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	64 923,0	61 768,0	68 548,3	67 773,7	69 760,2	73 990,8	72 511,3	73 310,2	1,1%	8,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>56 664,4</i>	<i>56 968,8</i>	<i>65 317,4</i>	<i>65 415,7</i>	<i>67 501,4</i>	<i>72 020,2</i>	<i>70 599,0</i>	<i>71 511,5</i>	<i>1,3%</i>	<i>9,3%</i>
<i>dont bons de caisse</i>	<i>4 157,3</i>	<i>2 210,7</i>	<i>1 517,0</i>	<i>1 403,9</i>	<i>1 391,1</i>	<i>1 330,4</i>	<i>1 181,0</i>	<i>1 113,3</i>	<i>-5,7%</i>	<i>-20,7%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>4 101,3</i>	<i>2 588,5</i>	<i>1 714,0</i>	<i>954,1</i>	<i>867,7</i>	<i>640,1</i>	<i>731,3</i>	<i>685,4</i>	<i>-6,3%</i>	<i>-28,2%</i>
Epargne à long terme	75 421,7	88 518,1	91 380,3	91 156,4	92 658,9	92 954,1	93 463,8	94 985,6	1,6%	4,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>12 570,3</i>	<i>13 845,2</i>	<i>15 171,6</i>	<i>16 428,3</i>	<i>16 818,1</i>	<i>17 132,7</i>	<i>17 267,4</i>	<i>17 553,9</i>	<i>1,7%</i>	<i>6,9%</i>
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>5 335,2</i>	<i>5 711,2</i>	<i>5 283,7</i>	<i>6 161,7</i>	<i>6 283,5</i>	<i>6 128,4</i>	<i>6 482,7</i>	<i>6 680,2</i>	<i>3,0%</i>	<i>8,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>6 616,7</i>	<i>6 222,9</i>	<i>5 057,9</i>	<i>4 324,7</i>	<i>4 415,8</i>	<i>4 252,1</i>	<i>4 134,8</i>	<i>4 092,3</i>	<i>-1,0%</i>	<i>-5,4%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>50 899,4</i>	<i>62 738,8</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>65 141,4</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>1,6%</i>	<i>3,8%</i>
Autres agents	55 295,0	47 467,5	45 993,8	39 009,7	39 236,6	31 387,9	33 656,8	30 142,0	-10,4%	-22,7%
Dépôts à vue	19 306,7	14 626,4	15 163,0	23 162,2	25 027,5	15 087,8	18 474,6	16 537,7	-10,5%	-28,6%
Placements liquides ou à court terme	23 778,4	19 662,9	30 639,0	15 744,3	14 094,6	16 178,6	15 067,5	13 494,8	-10,4%	-14,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	3 505,9	3 281,3	2 406,2	2 044,0	2 165,4	2 143,5	2 127,9	2 185,2	2,7%	6,9%
Placements indexés sur les taux de marché	20 272,5	16 381,5	28 232,9	13 700,3	11 929,2	14 035,1	12 939,6	11 309,6	-12,6%	-17,4%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>19 696,9</i>	<i>16 103,2</i>	<i>27 822,5</i>	<i>13 662,8</i>	<i>11 890,5</i>	<i>14 014,3</i>	<i>12 908,9</i>	<i>11 278,2</i>	<i>-12,6%</i>	<i>-17,5%</i>
Epargne à long terme	12 209,9	13 178,2	191,7	103,1	114,5	121,5	114,7	109,5	-4,5%	6,2%
Total actifs financiers	479 842,0	487 925,5	486 482,6	476 646,1	474 768,3	483 277,2	477 794,3	473 624,7	-0,9%	-0,6%
Dépôts à vue	159 030,5	157 217,8	156 507,0	159 873,8	159 737,3	159 536,9	159 245,4	156 490,2	-1,7%	-2,1%
Placements liquides ou à court terme	232 671,6	228 454,1	238 052,0	224 973,8	221 714,8	230 160,9	224 413,7	221 476,0	-1,3%	-1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	109 949,0	109 942,5	100 997,9	100 114,4	99 158,0	98 764,0	98 459,7	100 255,2	1,8%	0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	122 722,7	118 511,5	137 054,1	124 859,4	122 556,8	131 396,9	125 954,0	121 220,8	-3,8%	-2,9%
Epargne à long terme	88 139,8	102 253,6	91 923,7	91 798,5	93 316,2	93 579,4	94 135,2	95 658,5	1,6%	4,2%

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Dépôts locaux	397 296,3	394 551,2	407 270,6	399 681,5	396 834,6	405 640,3	399 633,9	394 283,9	-1,3%	-1,4%
Dépôts à vue	159 030,5	157 217,8	156 507,0	159 873,8	159 737,3	159 536,9	159 245,4	156 490,2	-1,7%	-2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	122 519,3	123 802,7	116 192,7	116 564,1	115 998,2	115 922,2	115 750,6	117 832,8	1,8%	1,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>108 173,7</i>	<i>109 263,7</i>	<i>100 683,7</i>	<i>99 757,6</i>	<i>98 761,0</i>	<i>98 340,8</i>	<i>98 041,6</i>	<i>99 845,2</i>	<i>1,8%</i>	<i>0,1%</i>
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>220,5</i>	<i>229,7</i>	<i>314,2</i>	<i>356,8</i>	<i>397,0</i>	<i>423,1</i>	<i>418,1</i>	<i>410,0</i>	<i>-1,9%</i>	<i>14,9%</i>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>12 570,3</i>	<i>13 860,2</i>	<i>15 194,8</i>	<i>16 449,6</i>	<i>16 840,2</i>	<i>17 158,2</i>	<i>17 290,9</i>	<i>17 577,6</i>	<i>1,7%</i>	<i>6,9%</i>
Dépôts à terme	108 024,3	109 472,3	129 117,0	121 170,1	119 028,3	128 193,6	122 898,5	118 304,5	-3,7%	-2,4%
Bons de caisse	6 091,3	4 058,5	2 253,9	2 073,4	2 070,9	1 987,6	1 739,5	1 656,4	-4,8%	-20,1%
Titres de créances négociables	1 631,0	0,0	3 200,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Epargne hors zone d'émission	82 545,6	93 374,2	79 212,0	76 964,7	77 933,7	77 636,9	78 160,3	79 340,8	1,5%	3,1%
<i>dont actions</i>	<i>2 862,2</i>	<i>3 006,1</i>	<i>2 454,5</i>	<i>2 316,4</i>	<i>2 429,8</i>	<i>2 316,5</i>	<i>2 696,9</i>	<i>2 908,9</i>	<i>7,9%</i>	<i>25,6%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>2 755,7</i>	<i>3 054,8</i>	<i>3 159,3</i>	<i>4 055,0</i>	<i>4 111,9</i>	<i>4 051,4</i>	<i>4 086,0</i>	<i>4 066,3</i>	<i>-0,5%</i>	<i>0,3%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>6 976,1</i>	<i>4 980,8</i>	<i>2 483,2</i>	<i>1 615,8</i>	<i>1 457,7</i>	<i>1 215,7</i>	<i>1 316,1</i>	<i>1 259,9</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-22,0%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>19 052,1</i>	<i>19 593,8</i>	<i>5 247,9</i>	<i>4 735,7</i>	<i>4 792,9</i>	<i>4 612,3</i>	<i>4 482,4</i>	<i>4 446,3</i>	<i>-0,8%</i>	<i>-6,1%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>50 899,4</i>	<i>62 738,8</i>	<i>65 867,1</i>	<i>64 241,7</i>	<i>65 141,4</i>	<i>65 441,0</i>	<i>65 579,0</i>	<i>66 659,4</i>	<i>1,6%</i>	<i>3,8%</i>
Total actifs financiers	479 842,0	487 925,5	486 482,6	476 646,1	474 768,3	483 277,2	477 794,3	473 624,7	-0,9%	-0,6%

Les concours des établissements locaux

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	79 122,0	89 913,0	87 545,0	81 236,3	78 005,6	78 378,156	74 848,9	73 045,2	-2,4%	-10,1%
<i>Créances commerciales</i>	3 779,9	2 933,8	2 898,2	2 608,1	2 031,6	2 123,6	1 898,8	1 756,5	-7,5%	-32,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 790,7	47 458,7	46 751,1	40 199,7	39 394,1	38 169,4	39 075,1	37 173,7	-4,9%	-7,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 055,3	3 888,7	4 069,9	3 592,7	3 525,9	3 655,4	3 651,0	3 587,2	-1,7%	-0,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 551,4	39 520,5	37 895,7	38 428,5	36 579,9	38 085,2	33 875,0	34 115,1	0,7%	-11,2%
Crédits d'investissement	56 229,6	52 541,2	56 665,8	59 987,5	57 013,8	57 043,7	60 332,4	65 332,5	8,3%	8,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	54 660,1	51 385,7	55 800,2	59 045,7	56 116,8	56 132,2	59 444,6	64 348,6	8,2%	9,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 590,2	5 101,5	4 852,7	4 540,4	4 336,5	4 416,0	4 444,6	4 402,0	-1,0%	-3,0%
<i>Crédit-bail</i>	1 569,5	1 155,5	865,6	941,8	897,0	911,5	887,9	983,9	10,8%	4,5%
Crédits à l'habitat	19 876,1	19 351,3	17 691,3	17 029,7	16 802,5	16 853,8	16 045,5	14 943,1	-6,9%	-12,3%
Autres crédits	13 994,9	14 859,4	9 427,8	8 801,5	8 151,2	6 806,0	7 518,4	5 579,7	-25,8%	-36,6%
Encours sain	169 222,6	176 664,9	171 329,9	167 055,0	159 973,2	159 081,6	158 745,3	158 900,5	0,1%	-4,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	97 969,7	92 497,7	86 341,3	83 858,7	81 937,2	81 812,1	81 899,0	82 229,1	0,4%	-1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	90 947,1	86 064,1	80 447,5	78 729,3	77 034,6	77 043,8	77 092,0	77 341,4	0,3%	-1,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 667,9	4 427,4	3 926,6	3 333,1	3 194,3	3 150,4	3 194,0	3 261,6	2,1%	-2,1%
<i>Crédit-bail</i>	2 354,6	2 006,2	1 967,2	1 796,3	1 708,4	1 617,9	1 613,0	1 626,2	0,8%	-9,5%
Crédits à l'habitat	134 521,4	136 474,9	142 474,1	146 335,4	146 072,7	146 242,4	147 687,1	149 194,8	1,0%	2,0%
Autres crédits	6 569,1	6 082,4	6 717,6	6 910,0	6 988,4	7 210,9	7 560,8	8 130,9	7,5%	17,7%
Encours sain	239 060,2	235 055,0	235 533,0	237 104,2	234 998,4	235 265,4	237 146,9	239 554,8	1,0%	1,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	993,1	625,4	646,6	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	11,7%	196,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	909,5	553,5	594,4	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	11,7%	196,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	83,6	71,9	52,2	0,0			0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	7 560,9	7 195,7	8 088,1	7 262,3	7 411,1	7 411,8	6 871,9	6 564,7	-4,5%	-9,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	7 560,9	7 195,7	8 088,1	7 262,3	7 406,4	7 407,5	6 871,9	6 564,7	-4,5%	-9,6%
<i>Crédit-bail</i>					4,7	4,4			n.s.	n.s.
Crédits à l'habitat	70,4	379,2	340,9	308,0	306,1	294,6	292,8	281,2	-3,9%	-8,7%
Autres crédits	276,3	248,8	219,8	386,7	360,5	355,5	351,4	346,2	-1,5%	-10,5%
Encours sain	8 900,8	8 449,1	9 295,4	9 672,6	11 265,1	12 793,4	12 065,7	12 271,9	1,7%	26,9%
Autres agents										
Encours sain	7 812,5	8 846,0	8 947,3	10 130,1	10 241,7	10 880,6	10 462,0	11 406,9	9,0%	12,6%
TOTAL										
Encours sain	424 996,0	429 015,0	425 104,5	423 961,8	416 478,3	418 021,1	418 419,9	422 134,1	0,9%	-0,4%
Créances douteuses brutes	39 268,4	53 177,0	60 034,5	58 063,6	59 837,4	60 529,4	60 625,9	60 707,6	0,1%	4,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	17 093,2	27 106,6	31 152,1	26 527,3	27 665,7	27 230,7	26 144,3	24 839,4	-5,0%	-6,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	11 671,2	21 859,3	23 647,4	19 749,4	20 345,2	19 372,7	18 395,8	17 344,8	-5,7%	-12,2%
<i>(dt) Ménages</i>	5 396,5	5 214,0	7 460,6	6 742,5	7 284,3	7 824,8	7 713,1	7 407,5	-4,0%	9,9%
<i>Provisions</i>	22 175,2	26 070,4	28 882,4	31 536,3	32 171,7	33 298,7	34 481,6	35 868,2	4,0%	13,7%
Encours brut total	464 264,5	482 192,0	485 140,0	482 025,5	476 315,7	478 550,4	479 045,8	482 841,7	0,8%	0,2%
Taux de créances douteuses	8,5%	11,0%	12,4%	12,0%	12,6%	12,6%	12,7%	12,6%	-0,1 pt	0,5 pt
Taux de provisionnement	56,5%	49,0%	48,1%	54,3%	53,8%	55,0%	56,9%	59,1%	2,2 pt	4,8 pt

Les crédits à l'économie

Ensemble des établissements de crédit

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	79 556,0	90 206,2	88 669,4	81 559,2	78 320,1	78 746,9	75 167,5	73 440,6	-2,3%	-10,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 779,9	3 033,2	2 995,3	2 727,2	2 138,7	2 228,4	2 014,9	1 879,3	-6,7%	-31,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 839,5	47 458,7	46 751,4	40 199,9	39 394,3	38 169,6	39 075,3	37 173,9	-4,9%	-7,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	4 055,3	3 888,7	4 069,9	3 592,7	3 525,9	3 655,4	3 651,0	3 587,2	-1,7%	-0,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 936,6	39 714,3	38 922,7	38 632,1	36 787,0	38 348,9	34 077,2	34 387,5	0,9%	-11,0%
Crédits d'investissement	68 032,4	63 344,4	66 117,5	68 693,2	65 439,9	64 835,9	65 938,2	70 439,6	6,8%	2,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	66 166,3	61 895,8	64 973,8	67 501,3	64 285,8	63 682,9	64 801,8	69 222,8	6,8%	2,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	5 613,8	5 133,9	4 906,5	4 540,4	4 336,5	4 416,0	4 444,6	4 402,0	-1,0%	-3,0%
<i>Crédit-bail</i>	1 866,1	1 448,6	1 143,7	1 191,9	1 154,1	1 153,0	1 136,4	1 216,7	7,1%	2,1%
Crédits à l'habitat	19 876,1	19 374,1	17 711,1	17 886,9	17 657,1	17 705,7	16 894,6	15 789,1	-6,5%	-11,7%
Autres crédits	14 230,4	14 859,4	9 427,8	8 801,5	8 151,2	6 806,0	7 518,4	5 579,7	-25,8%	-36,6%
Encours sain	181 694,9	187 784,1	181 925,8	176 940,8	169 568,3	168 094,4	165 518,6	165 249,1	-0,2%	-6,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	103 170,9	98 073,2	91 983,6	89 678,4	87 786,8	87 741,7	88 025,7	88 345,5	0,4%	-1,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	96 148,3	91 639,6	86 088,6	84 549,0	82 883,8	82 971,8	83 217,1	83 455,4	0,3%	-1,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 667,9	4 427,4	3 926,6	3 333,1	3 194,3	3 150,4	3 194,0	3 261,6	2,1%	-2,1%
<i>Crédit-bail</i>	2 354,6	2 006,2	1 968,4	1 796,3	1 708,7	1 619,5	1 614,6	1 628,5	0,9%	-9,3%
Crédits à l'habitat	160 832,4	164 833,7	171 789,7	175 465,6	175 240,4	175 274,3	176 717,8	178 126,5	0,8%	1,5%
Autres crédits	6 569,1	6 082,4	6 717,6	6 941,6	7 029,6	7 275,8	7 692,5	8 375,8	8,9%	20,7%
Encours sain	270 572,3	268 989,4	270 491,0	272 085,6	270 056,8	270 291,7	272 436,1	274 847,7	0,9%	1,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	993,1	625,4	4 226,6	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	11,7%	196,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	909,5	553,5	4 174,3	1 715,6	3 187,3	4 731,4	4 549,6	5 079,8	11,7%	196,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	83,6	71,9	52,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Crédits d'investissement	81 179,4	86 429,0	92 103,0	89 583,8	89 567,2	87 247,9	88 285,7	84 589,9	-4,2%	-5,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	81 176,3	86 427,1	92 103,0	89 583,8	89 562,5	87 243,5	88 285,7	84 589,9	-4,2%	-5,6%
Crédits à l'habitat	1 759,9	2 811,2	1 263,5	1 135,3	1 133,5	1 073,4	1 071,5	1 010,8	-5,7%	-11,0%
Autres crédits	666,4	248,8	351,1	386,7	360,5	355,5	351,4	346,2	-1,5%	-10,5%
Encours sain	84 598,9	90 114,4	97 944,2	92 821,4	94 248,5	93 408,2	94 258,2	91 026,7	-3,4%	-1,9%
Autres agents										
Encours sain	7 976,3	8 846,0	9 135,3	10 311,6	10 696,3	11 056,3	10 893,2	11 570,4	6,2%	12,2%
TOTAL										
Encours sain	544 842,3	555 733,9	559 495,3	552 159,5	544 569,9	542 850,7	543 106,0	542 693,9	-0,1%	-1,7%
<i>dont ECHZE</i>	119 846,3	126 719,0	134 390,8	128 197,7	128 091,5	124 829,6	124 686,1	120 559,8	-3,3%	-6,0%
Créances douteuses brutes	40 116,8	54 081,2	62 455,9	59 132,0	60 804,4	61 464,3	61 878,9	61 430,2	-0,7%	3,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	17 831,6	27 900,8	33 359,7	27 385,9	28 424,1	27 958,4	27 080,6	25 356,8	-6,4%	-7,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	12 077,8	22 377,3	24 915,8	20 188,4	20 764,1	19 673,5	18 694,0	17 387,5	-7,0%	-13,9%
<i>(dt) Ménages</i>	5 728,4	5 490,2	7 778,3	7 162,0	7 623,7	8 251,7	8 297,2	7 882,2	-5,0%	10,1%
Provisions	22 285,2	26 180,3	29 096,2	31 746,2	32 380,3	33 505,9	34 798,3	36 073,4	3,7%	13,6%
Encours brut total	584 959,1	609 815,1	621 952,2	611 291,5	605 374,3	604 315,0	604 985,0	604 124,0	-0,1%	-1,2%
<i>Taux de créances douteuses</i>	6,9%	8,9%	10,0%	9,7%	10,0%	10,2%	11,4%	11,3%	-0,1 pt	1,6 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	55,6%	48,4%	46,6%	53,7%	53,3%	54,5%	77,8%	70,3%	-7,5 pt	16,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : Mars 2014